

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 019969/KKP relatif au projet **de centrale solaire de Muzillac - Placeno sur la commune de Muzillac (56), déposé par la société PAN ENERGIE**, reçu et considéré complet le 24 juin 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°30-a) : « Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- centrale solaire photovoltaïque au sol d'une puissance de 888,48 kWc, avec une surface de modules de 3 089,2 m² ;
- travaux incluant l'installation de 1 234 modules sur longrines béton, 7 onduleurs, une clôture périphérique, une voirie interne, une citerne incendie et un poste de livraison/transformatriceur.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une zone classée en zone d'accélération des énergies renouvelables (ZAER) au plan local d'urbanisme (PLU) de Muzillac approuvé le 16 mars 2017 ;
- sur des terrains incultes ;
- à 400 m des habitations les plus proches ;
- à moins de 35 mètres du poste source ;
- dans une zone ne présentant pas de sensibilité environnementale.

Considérant que :

- les haies végétales seront conservées et qu'un élagage ponctuel sera réalisé ;
- la voie périmétrale de 7 m permettra un accès aux services de secours et facilitera l'entretien des haies ;
- l'écartement des panneaux assurera l'absence d'impact sur le drainage des eaux pluviales ;
- le site pourra être démonté intégralement à la fin de l'activité ;
- la clôture disposera de mailles larges permettant de laisser passer la petite faune ;
- les dispositions constructives et les équipements mis en place permettront de limiter le risque d'incendie et de ses éventuelles conséquences.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de centrale solaire de Muzillac - Placeno sur la commune de Muzillac (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le mercredi 22 juillet 2026